

10.Synthèse et Enjeux Energie-GES-Air

10.1 Grille AFOM Energie-GES-Air

Atouts

- Territoire attractif avec une dynamique démographique (soldes naturel et migratoire).
- Territoire rural et agricole marqué par une identité industrielle ancienne (notamment autour de la métallurgie).
- Un consommateur d'énergie et un émetteur de GES dans la moyenne régionale.
- Une tendance à la baisse des consommations (-8%) et émissions (-10%) depuis 2005.
- Une production d'énergie 100% renouvelable couvrant 9% de la consommation locale.
- Une évolution du mix énergétique avec une baisse des consommations de produits pétroliers notamment dans le chauffage résidentiel avec les EnRT.
- Des zones d'activités impliquées dans les concepts d'écologie industrielle, de report modal et d'économie circulaire.
- Des acteurs publics et privés motivés par les économies d'énergie (programmes d'actions, diagnostics thermiques...).
- Des actions d'information et de sensibilisation (familles à énergie positive, défi « Class'énergie », soirées thermographie...).
- Développement de la mobilité électrique (bornes de recharge, achat de véhicules par collectivités et entreprises).
- Le Massif Forestier des Bonnevaux, la Charte Forestière associée et une dynamique d'installation de chaufferies bois.
- Une amélioration globale de la qualité de l'air avec une baisse des pics de pollution.
- PPA région grenobloise.
- Une mise en œuvre de la démarche « zéro phyto » dans plusieurs communes.

Faiblesses

- Diversité des sources de consommation (transports : 33%, résidentiel : 29%, industrie : 26%) et d'émission (transports : 32%, agriculture : 25%, industrie : 23%, résidentiel : 16%).
- Dépendance du territoire aux énergies fossiles (pétrole : 39%).
- Poids des émissions non-énergétiques (24%) du fait du caractère agricole du territoire.
- Poids du fioul dans le chauffage résidentiel (30%).
- Problématique de l'efficacité énergétique de l'habitat avec des résidences principales majoritairement pavillonnaires (83% de maisons), grandes (51% : 5 pièces ou +) et construites avant 1970 (39%).
- Une partie des habitants en précarité ou vulnérabilité énergétique logement et/ou déplacement.
- Poids des voitures de particuliers (65%) et des routes (64%) dans les consommations et émissions du secteur transports.
- Des émissions de polluants atmosphériques non négligeables (transports, résidentiel, industrie, agriculture).
- Une zone sensible à la qualité de l'air avec un dépassement de seuils réglementaires (ozone) et de seuils OMS (particules).
- Problématique des pollens d'ambrosie.
- Un petit producteur d'énergie renouvelable qui est par conséquent dépendant des importations d'énergies (facture énergétique/habitant).
- Des réseaux de distribution limités et un déficit de réseaux de chaleur et de froid.
- Phénomène de périurbanisation.
- Seulement 41% des actifs occupés vivent et travaillent sur le territoire.
- Organisation territoriale développant peu de mixité fonctionnelle et d'alternatives à la voiture individuelle favorisant largement l'utilisation de la voiture avec un trafic routier et un taux de motorisation importants.

Opportunités

- Un territoire dans une logique de transition et de mutation industrielle (report modal, écologie industrielle, plateforme d'échanges inter entreprises ...).
- Des gisements avérés d'EnR (bois énergie, géothermie, solaire, éolien, méthanisation...) et l'arrivée de projets concrets (chaudières bois, serres photovoltaïques...).
- Un potentiel de gisements chaleur fatale industrielle et un projet de création d'un réseau de chaleur (Malatière)
- Des capacités d'injection dans les réseaux électriques et gaz.
- Réflexion sur la mobilité décarbonnée (étude station multi-énergie).
- Potentiel de captation/stockage de CO₂ (massif forestier, bois construction...).
- Rénovation/isolation thermique des bâtiments publics et privés.
- Une évolution des pratiques agricoles (bio, MAEC, EnR...).
- Dispositifs incitatifs/d'accompagnement (fonds Air-Bois, fonds Air-industrie, OPAH, bonus performance énergétique, audit énergétique, CEP...).
- Cadre réglementaire (UE, Etat).
- Candidature Tepos et élaboration de programmes territoriaux (PLH...).
- Sensibilisation de la population (familles à énergie positive, défi « Class'énergie », point info-énergie...).
- Création d'emplois dans de nouvelles filières territoriales (production et stockage d'énergie...).

Menaces

- Augmentation de la facture énergétique.
- Coût financier de l'énergie et compétitivité des acteurs économiques du territoire.
- Risque de dépendance énergétique.
- Accentuation de la précarisation énergétique (logement et déplacement) pour certaines populations.
- Poursuite du phénomène de périurbanisation et de la concentration des déplacements en voitures individuelles.
- Détérioration de la qualité de l'air avec un risque de dégradation de la qualité de vie et de détérioration de la santé notamment des populations les plus fragiles (jeunes, personnes âgées et personnes à faibles revenus).
- Dégradation de l'image du territoire et de son attractivité économique.